



Déclaration intersyndicale RPN RSE

20 octobre 2026

Les fédérations FO, CGT, Cfdt, CFE-CGC, CFTC et l'UNSA rappellent, en ouverture de cette séance leur exigence commune d'une augmentation significative et immédiate de la valeur du point des salariés de la Sécurité sociale.

Depuis des années, les agents subissent une dégradation de leur pouvoir d'achat. L'inflation, la hausse des prix de l'énergie, des carburants et des dépenses contraintes pèsent toujours plus lourdement sur leur quotidien, tandis que leurs rémunérations ne suivent pas l'évolution du coût de la vie.

Dans le même temps, les orientations budgétaires annoncées dans le cadre du PLF et du PLFSS 2027 font peser de nouvelles menaces sur les moyens de la Sécurité sociale et les conditions de travail de ses personnels.

Les salariés de la Sécurité sociale ne peuvent continuer à être les variables d'ajustement des politiques budgétaires.

Le 29 septembre dernier, ils ont exprimé leur colère à travers une mobilisation et des taux de grève significatifs, atteignant des niveaux particulièrement importants dans de nombreux organismes.

Pourtant, le gouvernement et le Comex-Ucanss persistent à ne pas répondre à leur revendication centrale : **une augmentation significative de la valeur du point, financée par une enveloppe budgétaire dédiée.**

Le 9 octobre, lors de la RPN consacrée au travail à distance, nos fédérations ont une nouvelle fois interpellé l'Ucanss sur cette exigence.

En réponse, la Fédération employeur s'est contentée d'évoquer des discussions avec les autorités de tutelle, sans apporter le moindre élément concret sur leur contenu ou leurs perspectives.

Les organisations syndicales refusent que les négociations à la Sécurité sociale soient réduites à de simples exercices formels, sans possibilité réelle de répondre aux attentes des salariés.

Il ne peut y avoir de négociation loyale, sincère et sérieuse lorsque la revendication salariale prioritaire portée par l'ensemble des organisations syndicales reste ignorée.

En signe de protestation face au mépris et à l'absence de réponse, toutes nos fédérations ont quitté la séance pour exprimer leur profond désaccord et leur colère.

Ce silence de l'employeur a amené les organisations syndicales à se réunir le 12 octobre. Nos fédérations ont alors décidé d'établir un rapport de force vis à vis de ce dernier, confirmé par leur courrier du 15 octobre 2026 adressé à la directrice générale de l'Ucanss et au Président du Comex.

C'est pourquoi, aujourd'hui, préalablement à l'ouverture des travaux de cette instance, nous exigeons du Comex et de l'Ucanss un engagement clair et sans ambiguïté : **la convocation, avant le 5 novembre 2026, d'une véritable RPN salariale, assortie d'une enveloppe budgétaire dédiée permettant une augmentation significative de la valeur du point.**

Cette demande est légitime et ne peut rester sans réponse.

Le Comex et l'Ucanss sont-ils prêts à prendre cet engagement dès aujourd'hui ?

En l'absence de réponse concrète et favorable à cette demande, les organisations syndicales quitteront la séance.

Nous refusons de poursuivre des travaux dans des conditions où l'employeur ne répond pas à la revendication essentielle des salariés de la Sécurité sociale.

Dans le même temps, nos fédérations appellent les salariés de la Sécurité sociale à se mobiliser massivement lors de la journée de grève intersyndicale et interprofessionnelle du 5 novembre prochain.

Dès à présent, elles appellent également à multiplier les initiatives dans les organismes afin de construire et d'amplifier le rapport de force nécessaire pour obtenir satisfaction.